

BUDGET 2027 : PRIÈRE D'ALLER VOIR DU CÔTÉ DES MILLIARDAIRES !

Se rassembler contre l'austérité

Pompiers, fonctionnaires, enseignants, hospitaliers, agents territoriaux... Nombreux sont les appels à descendre dans la rue à la rentrée : pour les salaires, le pouvoir d'achat, contre la dégradation des services publics et les nouvelles mesures d'austérité dans le budget 2027. Voici un aperçu des actions prévues, nous y reviendrons plus en détail dans nos prochains journaux.

La CGT appelle à la mobilisation dès le **15 septembre** dans les secteurs sociaux et médico-sociaux. Les revendications portent sur le manque de personnel, les salaires, les conditions de travail et l'offre de soins. Le même jour, les fédérations syndicales des Industries électriques et gazières seront aussi dans la rue pour défendre le statut de leurs agents.

Une grande coalition d'associations, de collectifs et syndicats (syndicats de pompiers, d'infirmiers, la Fondation pour le logement des défavorisés, Médecins du monde, Greenpeace, France nature environnement ou encore le Collectif féministe) appelle également à un rassemblement devant le ministère de l'Economie et des Finances, à Paris. Ils réclament des moyens concrets d'adaptation et d'atténuation face au réchauffement climatique.

Le **26 septembre**, dans 50 villes de France, seront organisées des marches pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale. Mais c'est le **29 septembre** qui sera le point d'orgue de la rentrée sociale avec une journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle. L'intersyndicale CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP) réclame une revalorisation des salaires et des carrières des fonctionnaires.

Du **26 au 29 septembre**, les pompiers occuperont la place de la République à Paris. Le **3 octobre**, la Confédération paysanne, Cancer Colère, le CSVPO (*Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest*), les Soulèvements de la terre appellent à une manifestation massive sur le site de Syngenta dans l'Eure qui produit des pesticides. Ils dénoncent les ravages de l'industrie agrochimique et l'impunité dont bénéficient les multinationales qui nous empoisonnent.

Après un été brûlant, la rentrée s'annonce chaude, surtout si toutes ces colères parviennent à se rassembler !

Marie-Rose Patelli

Les pompiers en colère L'intersyndicale annonce six semaines de grève à partir du 8 septembre

L'exaspération est à son comble chez les pompiers après une saison des feux qui a battu tous les records. En première ligne, ils ont payé un lourd tribut avec 4 morts et plusieurs centaines de blessés.

Les incendies de cet été ont été révélateurs du manque de moyens humains et matériels de la profession. Rappelons l'état déplorable de la flotte de canadiers et les coupes budgétaires du gouvernement Macron-Attal qui ont empêché la commande de nouveaux appareils.

Il faut davantage de moyens, d'effectifs et de financements pour les SDIS qui dépendent des départements. Les organisations syndicales réclament un « *recrutement statutaire de sapeurs-pompiers professionnels* », parce qu'une grande partie du travail réalisé par les services d'incendies et de secours est réalisée par les volontaires, les professionnels n'étant que 44 000.

Sur les quelque 250 000 sapeurs-pompiers que compte la France, près de 78 % sont volontaires avec une indemnité bien en-dessous du SMIC, pas de cotisation et donc pas de réelle protection sociale ni de droit à la retraite. De plus, les missions confiées aux sapeurs-pompiers ne cessent de s'accroître avec l'augmentation des interventions de secours à la personne. Ils pallient les défaillances des services publics, alors même qu'ils manquent aussi d'effectifs.

En rejoignant la journée de grève du 29 septembre, les pompiers font le choix de ne pas rester dans une mobilisation corporatiste, mais de faire converger leur lutte avec celles de la fonction publique.

Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

PAGE 2 Le rire idiot des patrons
décomplexés •• Le pavé à Rachid

PAGE 3 Geler la dette publique
c'est possible •• La place des
Droits de l'Homme et de l'Enfant
condamnée

PAGE 4 Un danger hors normes
• Pâtes polluées au cadmium •
Le RN en perte de mémoire

Le rire idiot de patrons décomplexés

Le Medef, syndicat de patrons qui se présente comme un important groupe d'influence, a organisé, à Roland-Garros, le premier débat de la prochaine présidentielle. Et celui-ci s'est avéré biaisé, évidemment.

L'événement de cette rentrée était organisé sur le thème du «courage». Or, dans son intervention préliminaire, le président du Medef a bien expliqué ce qu'il entendait par là. En gros, pour le bien de l'économie et du pays, les candidats devront avoir le courage d'annoncer du sang et des larmes au petit peuple. Il faudra lui supprimer des avantages sociaux et des protections pour en redonner toujours plus aux entreprises.

En bons Miléi français, les Bruno Retailleau, Marine Le Pen, Edouard Philippe et Gabriel Attal ont, à différents niveaux, brandi les tronçonneuses. Ils vont taper dans les dépenses de l'Etat, supprimer des fonctionnaires, faire sauter des normes environnementales et sanitaires, etc. L'ampleur des démolitions envisagées n'a plus de limites ; tout comme l'âge de départ à la retraite, d'ailleurs...

Et puis, tous ces «droitardés» ont prêché la nécessité de s'attaquer aux «charges» sur les salaires. Même Raphaël Glucksmann, qui prétend se situer dans le camp de la gauche, ne serait pas contre un petit rapprochement entre le salaire net et le brut.

Marine Tondelier a tout de même rappelé que les cotisations sociales ne sont que du salaire différé, permettant de répondre aux besoins de santé et de repos de tout un chacun. Jean-Luc Mélenchon a argué du fait que confier au privé les questions de protection sociale et de retraite revenait deux fois plus cher qu'en passant par le système actuel. Le pouvoir d'achat des Français en serait donc encore réduit. Et dans la foulée, il a plaidé pour une augmentation des salaires ; du Smic surtout.

L'idée a fait rire le parterre de patrons. Mais Mélenchon les a vite calmés en expliquant qu'en période d'inflation, ne pas revaloriser les salaires conduisait à la récession. Il a rappelé qu'en France la consommation populaire représentait 55 % du PIB. La faire baisser conduirait donc nombre d'entreprises à la catastrophe.

Au total, le débat aura duré plus de trois heures. Et il est même arrivé que le représentant de la France Insoumise se fasse applaudir, lorsqu'il a parlé de la souveraineté industrielle française et de ses plans pour développer les filières indispensables. Rassurons-nous, Marine Le Pen l'a été beaucoup plus ! Des huées ont même salué une des interventions de Marine Tondelier, et Gabriel Attal, le continuateur de la macronie, est resté le chouchou du public.

Mais de toute cette lamentable entreprise, les médias n'auront justement retenu que les rires idiots de patrons suffisants, incapables de comprendre les enjeux d'une société complexe.

Ils se disaient influenceurs, ils ont surtout montré leurs limites.

Lionel Thomassin



Châteauvillain : Le député RN à la cérémonie en hommage aux fusillés du 24 août 1944 par les nazis !

Pourquoi cela nous choque-t-il ? Parce que le Front national (l'ancien nom du RN) a été fondé par Jean-Marie Le Pen et ses amis anciens Waffen-SS comme Pierre Bousquet et Léon Gaultier ainsi que par François Duprat, figure de l'extrême droite radicale et ancien militant d'Ordre nouveau.

Le RN aura beau ripoliner son image, les faits historiques sont là et changer de nom ne change pas son passé de collaboration avec l'occupant. En pleine opération de normalisation, l'héritage demeure et le RN continue d'être traversé, gangrené, par des groupes néo-nazis (salut fasciste à l'Assemblée nationale, dans un conseil municipal, dans des soirées, agressions racistes, homophobes dans des bars, des librairies ...)

Le Pavé à Rachid



Ah ! Ça ira

C'est triste un milliardaire. Ça vous pète un plomb dès qu'on touche au moindre de ses picaillons. Quelqu'un a dit qu'il confond euro et neurone tant il pense être intelligent parce qu'il aligne un chiffre avec plein de zéros. Neurone, euro, zéro... Bernard Arnault.

La séquence Manon Aubry aux universités d'été de LFI vient confirmer ces propos que certains trouveront peu amènes. Comme il se doit, la télé, celle dont Pierre Desproges disait que le QI moyen ne dépassait plus le chiffre de la température anale n'a reproduit qu'une petite partie de cette déclaration. C'est donc dans un souci d'information honnête que nous la publions. *“Taxer les riches, c'est pas suffisant. Et que si l'on veut être clair dans une société où on va remettre les choses à l'endroit, c'est qu'il ne faudra pas seulement taxer les riches, mais interdire les milliardaires.*

Parce que s'il n'y a plus de milliardaires, il n'y a plus personne qui détient les médias. S'il n'y a plus de milliardaires, il n'y a plus personne qui massacre la planète. (...) Si on regarde dans le détail, je veux vous convaincre aussi à quel point les milliardaires sont des formes de nuisibles.”

Milliardaires, nuisibles... Bien vu Manon... Que tu te sois fait incendier ou insulter par les journalistes Bolloré, le grand patronat ou Attal, Darmanin, De Villepin, etc, montre à l'évidence que tu étais dans le vrai.

Prendre l'argent où il est, ça n'a rien de bien méchant. C'est tout de même mieux que de faire croire que les retraités sont riches lorsqu'ils touchent 2000 ou 3000 euros mensuels de pension... Et tes propos sont gentils si on se souvient qu'en 1789 nos ancêtres révolutionnaires voulaient pendre les ancêtres des milliardaires à la lanterne. Ah ! ça ira...

En conclusion, une question pour éclairer *votre lanterne* : si vous percevez la mirifique pension de 2000 euros par mois et que vous n'y touchez pas, combien de temps vous faudra-t-il pour être milliardaire ?

Réponse 41 667 ans. À quelques minutes près...

Rachid R. 31 août 2026

La place des Droits de L'Homme... et de l'Enfant condamnée !

Symboliquement, ça fait mal, ça fait peur aussi. En ces temps brunissant on pourrait être tenté par des interprétations alarmistes et peut-être un peu hâtives. La ville de Chaumont est confrontée, sur le petit territoire de la rue Juvet, et depuis un certain temps maintenant, à une ou des bandes de jeunes, mineurs, jeunes adultes que nous ne pouvons pas cataloguer de la même façon. Il y a du deal, du squat, des incivilités, de la violence, du désœuvrement et de la rupture sociale et scolaire. Un besoin de se rappeler à cette société qu'ils n'arrivent pas à intégrer et qu'elle n'arrive pas à intégrer ? Provocation peut-être ? Cette place accueille les locaux de la fraîche police municipale. Ce n'est pas un schéma classique de « quartier à problèmes », les protagonistes ne l'habitent pas, ils sont d'horizons différents.

Les habitants sont légitimement ulcérés, fatigués, apeurés et s'en ouvrent à la ville de Chaumont pour revendiquer leur sécurité. Les aménagements : caméras, sécurisation du parking souterrain, responsabilisation des bailleurs sociaux sur les logements vacants propices aux squats, sont inefficaces. La prévention spécialisée est sollicitée, elle répond, mais n'est pas vraiment dans sa mission originelle qui est de vivre dans le quartier à long terme pour essayer de le comprendre. La police intervient, interpelle, connaît les auteurs.

La justice juge, selon les cas et les situations propres, enfants, adultes. La précédente municipalité a réalisé des rencontres avec les parents et les jeunes avec des résultats mitigés. Si une période d'accalmie a été ressentie, les problèmes repartent. Il faut bien se l'avouer, c'est une mise en échec de tous et de toute une politique sécuritaire, préventive, éducative et judiciaire depuis des décennies. Il n'y a plus de grand ministère de l'Enfance, on ne met pas l'enfant au cœur de son avenir.

La décision de la ville de Chaumont de grillager cette place qui devrait être porteuse de fraternité témoigne de cet échec. En faire un ghetto avec couvre-feu, laissez-passer, arrêté municipal, grillage, est choquant et signe d'impuissance. Cela déplace le problème et risque de désigner les Droits de l'Homme comme un sujet d'affrontements.

Dans son programme, la nouvelle municipalité a promis la création d'une instance autour des problèmes de la jeunesse, des parents et des institutions concernées sur Chaumont. À condition que ce ne soit pas une coquille vide.

Louis Laprade

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Daniel, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Liliane, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Jean-François, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Jorge, Luc, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, André et Josette, Marie-Thérèse, Marie-Christine, Olivier, Margaret, Ludmila, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, François, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Abdel, Jacques, Jean, Patricia, Christine, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Rachel, Mireille, Benoît, Michel, Agnès, Denis, Josette, Jean-Luc et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Geler la dette publique c'est possible !

50 économistes proposent de geler la dette publique. Parmi les signataires figurent des économistes renommés, chercheurs et universitaires issus notamment du CNRS de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris-Dauphine, Bordeaux, Grenoble ou encore du Conservatoire national des arts et métiers.

Leur proposition : « Mettre la dette au frigo ». Derrière cette formule volontairement provocatrice se cache une question fondamentale, presque évacuée du débat médiatique : pourquoi les Etats devraient-ils être perpétuellement dépendants des marchés financiers internationaux pour se financer ?

Aujourd'hui, la dette publique française atteint environ 3536 milliards d'euros, soit 117,5% du PIB. Une partie de cette dette est pourtant déjà détenue par la Banque Centrale Européenne et la Banque de France. (Médiapart)

Leur idée consiste donc à conserver durablement une partie des dettes publiques dans le bilan de l'Eurosystème, plutôt que de les remettre progressivement sur les marchés spéculatifs. Les banques centrales ont déjà utilisé massivement ce genre d'outils. C'est donc possible si on en a la volonté politique.

Ces économistes proposent également de reconstruire des circuits de financement moins dépendants des marchés financiers : en orientant davantage l'épargne réglementée vers l'investissement public, en imposant aux banques un minimum de détention de titres publics ou en développant un véritable pôle bancaire public capable de financer les collectivités territoriales et la transition écologique.

Cela ne signifie évidemment pas que l'Etat pourrait dépenser sans aucune limite ou que la dette disparaîtrait miraculeusement. C'est précisément là que le débat mérite mieux que quelques ricanements sur les plateaux télé. En face, le RN, via les déclarations publiques de Bardella, est en tête de gondole pour répéter qu'il ne faut pas toucher à la dette publique, pour le plus grand bonheur de ses amis de la finance !

Pascal Pruvot

Un danger hors normes

Pour le RN et ses affiliés, le monde se divise en deux, une partie est normale et l'autre non. Leur obsession étant de trier les gens, c'est vite fait. Avec eux les blanco-catho-macho-patriarco-fachos sont dans la norme, les autres sont inqualifiables, minables, losers.

Lorsqu'il s'agit de faire de l'argent, là c'est le contraire, la norme devient l'obstacle à abattre : moins de code du travail, moins d'Europe, moins d'ONU et de CPI, moins de réglementations dans l'industrie, le commerce, l'agro-industrie, la construction et pourquoi pas dans le code de la route. Moins de prélèvements aux possédants, moins de garde-fous et, corolaire, moins de moyens pour protéger les citoyens, les consommateurs, les femmes, les enfants, les précaires, les sans droits.

Un programme : tout passer à la sulfateuse, au karcher contre ces normes qui nous protègent mais qu'ils détestent. Et la violence des injustices, des assignations de naissance ou de classe, contre la nuance, contre l'assistance aux plus fragiles. Leurs modèles : les autocrates et les prédateurs qui partout menacent et brutalisent ; ceux qui obèrent l'avenir avec leurs délires anti-normes, leurs tronçonneuses.

Crédules qui pensez que le progrès social et environnemental serait le seul fruit de la bonne volonté, ils nous promettent en réalité un monde qui appartiendra aux plus forts, aux plus violents, aux moins scrupuleux. Un monde de privilégiés et de destructeurs... normal pour le RN et ses amis.

Loïs Darien

RN : perte de mémoire

Le Jhm a jugé utile de porter à la connaissance de ses lecteurs un long courrier signé Cyrille Vedrenne en le titrant : « *Quand l'humain doit primer sur la politique* ».

Le conseiller municipal RN y expose quelques considérations qu'il serait bien difficile de ne pas partager. Mais surtout, l'élu frontiste se pose en figure morale qui refuserait d'instrumentaliser les épreuves personnelles de l'adversaire. Contrairement, selon lui, à tant d'autres dénués des scrupules qu'il s'attribue.

Et, pour ce faire, il profite lourdement de l'occasion et de la tribune, et s'auto-décerne une couronne de lauriers. La "retenue", "l'honnêteté" "l'humanité", ces vertus dont il se pare, ne sont-elles pas la négation des principes qui fondent sa famille politique : la violence, la corruption, le racisme ?

Ce déni n'est-il pas, en creux, un aveu ? En tout cas, le Jhm n'y voit pas malice et, publiant ce texte sous un titre trompeur, persévère dans son entreprise de diabolisation de l'extrême droite.

A. Fellner

Pâtes : polluées au cadmium

Une étude [de 60 Millions de consommateurs](#) réalisée sur 36 marques de pâtes, montre que 80 % sont contaminées au cadmium. Les effets néfastes sur la santé de ce métal lourd sont multiples : atteintes osseuses comme l'ostéoporose, maladies rénales, cancers de la prostate ou du sein, maladies cardiovasculaires.

Une étude qui ne manque pas d'inquiéter lorsqu'on sait que plus des deux tiers des Français mangent des pâtes au moins une fois par semaine notamment les enfants qui en raffolent.

L'étude nous conseille d'éviter les pâtes fabriquées avec du blé français. En effet, les niveaux de ce métal toxique [mesurés chez les Français](#) sont bien plus importants que ceux observés dans les autres pays européens, selon [une étude de Santé publique France](#). Une des explications réside dans l'importante utilisation d'engrais phosphatés dans l'agriculture, en particulier en provenance du Maroc. Les marques qui mettent en avant l'utilisation de blé français sur leurs paquets sont donc susceptibles d'en contenir davantage.

L'étude nous propose de privilégier les pâtes bio. Les [deux marques de spaghetti les mieux notées](#) sont issues de l'agriculture biologique : les Priméal et Jardin bio (Léa Nature) semi-complètes. S'agissant des penne, parmi celles analysées, seules les références Marque repère Leclerc et U sont vierges de cadmium.

EXPO D'OCTOBRE

**VISAGES-PAYSAGES
PEINTURES**

**FRANÇOISE
DINVILLE**

**SAMEDI 3 &
DIMANCHE 4 OCTOBRE 2026
de 10 h à 19 h**

**VERNISSAGE
VENDREDI 2 OCTOBRE 2026
18H30**

**MAISON DES CARMÉLITES
83, RUE VICTOIRE DE LA MARNE
52000 CHAUMONT**



FRANÇOISE DINVILLE

“ Ses portraits peuvent paraître difformes ; ils sont en réalité très aiguisés, révélateurs d'émotions, de désirs et de peurs humaines. Sur les tableaux, les traits des yeux captent souvent l'attention tant les regards sont puissants, mais les toiles de Françoise Dinville ne se résument pas à cela. Loin s'en faut. Elle sont souvent un foisonnement de détails, de lignes, de courbes, un entremêlement de techniques artistiques... ”

